

M. Drew: J'ai donné lecture du compte rendu.

L'hon. M. Claxton: C'est tout ce que j'ai dit et tout ce que j'ai voulu dire. Je ne vois pas pourquoi nous nous querellerions au sujet d'une chose si peu importante.

Une voix: Nous non plus.

L'hon. M. Claxton: Qui a commencé? Ce n'est pas moi. J'ai dit, le 2 mai 1949, à Détroit:

L'adoption par les puissances amies de la cartouche sans bourrelet et du fusil de calibre .300, marquerait un grand progrès. Le Canada a décidé de prendre cette mesure mais ce changement nous pose un problème car nous avons encore des centaines de milliers de fusils .303 en très bon état adaptés aux cartouches à bourrelet.

A l'époque, les pays auxquels nous étions intimement liés en matière de défense étaient les États-Unis et la Grande-Bretagne. Nous avons établi un comité mixte de l'uniformisation des armes. Or une des armes les plus importantes qu'il fallait uniformiser, c'était le fusil. Le but des trois pays était d'en arriver à une norme commune. C'était certes le but du Canada, plus peut-être que des deux autres pays, et cela pour la raison que voici: La Grande-Bretagne et les États-Unis ont besoin d'une telle quantité d'armes de toutes sortes qu'ils peuvent produire économiquement les armes nécessaires à leur équipement et donner ou vendre leur excédent à un autre pays. Pour le Canada, c'est tout le contraire. Il n'y a pour ainsi dire aucune arme que nous pouvons fabriquer économiquement. Il nous reste toujours un excédent. Il nous faut donc travailler de concert avec les États-Unis ou avec la Grande-Bretagne, ou, mieux encore, avec les deux. L'uniformisation nous intéressait donc de façon toute particulière.

Le ministère de la Défense nationale avait alors dressé une longue liste des armes que nous étions prêts à uniformiser. Bien peu de ces armes étaient d'abord fabriquées au Canada, parce que nous sommes un pays qui ne compte que 14 millions d'habitants,—il en comptait alors 13 millions,—tandis que les États-Unis avaient de 140 à 150 millions d'habitants et le Royaume-Uni, 45 millions. Tous deux avaient des relations et des contrats d'approvisionnement étendus dans d'autres pays. Nous étions entre l'arbre et l'écorce. Il nous fallait collaborer avec l'un ou l'autre, de préférence avec les deux. Jugeant que notre situation serait meilleure si les deux pouvaient s'entendre, nous avons travaillé à cette fin. Nous avons cru, à un certain moment, que les pays intéressés adopteraient un fusil de calibre .300, sans que ce soit nécessairement le fusil Garand dont se servent actuellement les États-Unis. Les trois pays ont

constitué une équipe afin d'examiner cette question. Nous espérions que les deux pays s'entendraient; peu nous importait la décision qu'ils prendraient du moment qu'il y aurait accord. Telle était notre première préoccupation et tout nous portait à croire qu'on allait s'entendre sur le calibre .300. Voici donc ce que j'ai dit à Détroit:

L'adoption par les puissances amies de la cartouche sans bourrelet et du fusil de calibre .300 marquerait un grand progrès.

Je ne me mettais pas les pieds dans les plats en parlant de la cartouche sans bourrelet puisque, dès 1912, le *War Office* de Grande-Bretagne avait manifesté l'intention de l'adopter. Ce qui l'a empêché de le faire c'est qu'il avait constamment plusieurs centaines de milliers de fusils façonnés de manière à employer les cartouches à bourrelet et au moins plusieurs centaines de millions de ces cartouches. Ne pouvant vraiment pas jeter à l'eau les fusils .303 et les cartouches à bourrelet, il les a gardés. Effectuer un changement de cette nature est une entreprise difficile et très coûteuse.

J'ai alors poursuivi:

Nous avons décidé au Canada de prendre cette disposition...

C'est-à-dire d'uniformiser le calibre .300. Nous croyions alors qu'on adopterait ce calibre comme modèle uniforme.

...mais ce changement nous pose un problème car nous avons encore des centaines de milliers de fusils .303 en très bon état adaptés aux cartouches à bourrelet.

En réalité, le nombre de fusils de calibre .303, Mark IV, que nous avions, était plus près de 300,000 que de 200,000. Devions-nous les jeter à la mer, les donner ou les vendre? Non, nous les avons gardés. Nous n'avons pas commencé à fabriquer, parce qu'il n'y a eu aucune entente sur un modèle ni un calibre uniforme. Il est fort déplorable qu'aucun accord ne soit intervenu. Il n'y a encore aucune entente.

M. Low: Semble-t-il impossible d'en venir à un accord?

L'hon. M. Claxton: Je ne saurais dire. Les journaux ont annoncé que les Britanniques ont adopté le .28, que les États-Unis n'ont pas accepté. Je n'en puis dire davantage. Puisque nous avons décidé, et avec raison je crois, de donner les armes et les munitions de trois divisions à l'Europe, y compris les fusils, et de remplacer le tout avec du matériel de modèle américain, il suit que nous avons décidé, non pas sur toute la ligne mais d'une manière générale, d'adopter les modèles américains afin que dans la mesure du possible notre matériel devienne conforme aux méthodes industrielles de l'Amérique du Nord.